

**CINQUIEME FORUM MONDIAL DU  
DEVELOPPEMENT DURABLE  
6 – 7 décembre 2007  
PARIS France**

**Allocution de Son Excellence  
Monsieur Denis SASSOU-NGUESSO,  
Président de la République du Congo**

**Monsieur Le Président,  
Mesdames et Messieurs,**

Je suis particulièrement heureux de participer à votre forum et cela alors que vient de s'ouvrir la conférence de Bali qui doit poser les bases de « l'après Kyoto ».

La situation, chacun en a désormais conscience, est dramatique. A force de vouloir asservir la nature à son profit, à force d'aveuglement et d'égoïsme, l'humanité s'est mise en danger mortel.

Derrière le défi de l'environnement, il y a comme le symbole du destin de l'homme : fou d'arrogance et d'orgueil, il se croit au dessus des lois de la nature alors qu'il n'en est qu'un vulnérable maillon. Mais la tragédie peut être évitée. L'homme a encore les moyens, dans un sursaut d'intelligence et de solidarité, de se sauver et d'inventer un nouveau modèle de développement durable.

Dans cette course contre la montre pour la survie de notre « Terre-Patrie », l'Afrique est en première ligne. Elle est une des principales victimes du changement climatique. Poumon de la planète, elle a aussi entre ses mains une partie des solutions.

C'est de ce défi que je veux vous parler aujourd'hui, en tant qu'Africain, en tant que Président du pays qui est centre du bassin du Congo et en tant qu'ancien Président de l'Union Africaine.

Je ne m'étendrai pas sur la gravité de la situation. Le dernier rapport du GIEC l'a fait d'une manière implacable. Les années 2006 et 2007 ont été les années les plus chaudes jamais enregistrées. Selon les prévisions actuelles, les températures mondiales augmenteront au moins de 2 à 3° C dans les cinquante prochaines années. Et si rien n'est fait pour maîtriser la situation climatique, ces températures pourraient s'élever jusqu'à 6,4°C d'ici à l'an 2100.

Derrière ces chiffres abstraits se profile un véritable « tsunami » pour l'humanité :

- des centaines de millions de personnes risquent d'être victimes d'inondations terribles en raison de la fonte des glaces et de la hausse du niveau des mers. Selon des estimations scientifiques, deux cent millions de personnes pourraient être déplacées en raison de ce risque et de l'autre conséquence du réchauffement climatique : la sécheresse. Au Darfour, c'est déjà cette logique qui est à l'œuvre : des millions de femmes, d'hommes et d'enfants sont poussés par la faim et la soif vers des régions où ils entrent en conflit avec les populations déjà installées depuis des siècles ;

- les écosystèmes sont menacés : 15 à 40% des espèces risquent de disparaître, notamment dans les forêts tropicales comme l'Amazonie qui devient particulièrement vulnérable ;
- la chaleur, la sécheresse font réapparaître le spectre des grandes famines et des épidémies : le paludisme, la dengue.

Et une fois encore, ce sont les pays les plus pauvres qui seront les premières victimes de l'aveuglement des pays les plus riches. Géographiquement, ils se situent dans les régions les plus chaudes, les plus soumises aux précipitations, les plus tributaires de l'agriculture. Ils ont des systèmes de santé encore très fragiles. La pauvreté y est forte et les probabilités de famines majeures.

Ainsi que vient de le montrer le dernier rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, l'Afrique est particulièrement visée. 70% de sa population vit de l'agriculture et se trouve exposée à la sécheresse, avec pour conséquence les baisses de rendement, notamment des céréales. 30% des infrastructures côtières, notamment les aménagements humains le long du golfe de Guinée et des côtes sénégalaises, gambiennes et égyptiennes risquent d'être submergées.

Les images par satellite montrent un continent africain déjà assiégé par le défi climatique. Sans parler du rétrécissement dramatique du lac Tchad, le lac Songhor au Ghana n'est plus que l'ombre pâle de ce qu'il était. Les capacités de renouvellement du bassin de la Volta sont menacées. La déforestation avance partout, mettant en péril les sociétés africaines, et partant la planète entière.

Ces évolutions, pour bien en mesurer les dangers, doivent être mises en perspective avec la poussée démographique de l'Afrique. De 800 millions d'habitants en l'an 2000, la population de notre continent passera à 1,3 milliard dès 2015.

Des catastrophes humanitaires en série se profilent. Le danger est immense aussi pour l'équilibre et la paix dans le monde, car aucune politique d'immigration, aucun mur ni barbelé n'ont jamais arrêté la marche des affamés, des déracinés, de ceux qui se battent pour la vie de leurs enfants.

Pourtant tout est encore possible si l'humanité se ressaisit dans un sursaut d'intelligence et de solidarité.

Quoique controversé, le Rapport de Nicholas Stern, ancien économiste en chef de la Banque Mondiale, est riche d'enseignements et d'espoirs. Il

montre que logique économique, protection de l'environnement et aide aux pays les plus pauvres doivent aller de pair.

Selon ce rapport, si la Communauté internationale n'agit pas maintenant, nous allons vers une récession planétaire aux effets bien plus dévastateurs que la crise de 1929 ou les deux guerres mondiales. Le coût du changement climatique pourrait représenter 5 à 20 % du PIB mondial d'ici 2050. En revanche, si la Communauté internationale se décide à consacrer 1% du PIB mondial à la lutte contre le réchauffement climatique, il est possible de stopper le processus engagé et de stabiliser le niveau des émissions de gaz à effet de serre.

L'Afrique et le Congo sont bien décidés à prendre leur part dans cette mobilisation pour la planète. L'Afrique n'est pas à l'écart des mouvements du monde. Avec une croissance de 5% par an, elle participe à la croissance mondiale. Chaque jour, nous mesurons les dangers du réchauffement climatique. Et, peut-être plus que d'autres, nous savons la vulnérabilité de l'humanité face à la force de la nature. Nous savons la nécessité de l'aimer, de l'admirer, de la respecter, de la protéger. Nous savons que s'il peut y avoir une nature sans homme, il n'y a pas d'hommes sans nature. Voilà pourquoi le contrat n'est pas d'ordre naturel, mais avant tout un contrat entre les humains.

Dans cette mobilisation mondiale pour la planète, le premier enjeu, c'est bien sûr pour nous : la forêt.

Les émissions de gaz à effet de serre liées à la déforestation représentent 18% des émissions mondiales, soit plus que ce que produit tout le secteur des transports dans le monde. Chacun doit bien mesurer cette réalité.

Or, les forêts africaines représentent 17% de l'ensemble forestier mondial. Et le bassin du Congo est le 2<sup>ème</sup> poumon écologique de la planète, après l'Amazonie.

En son temps, j'ai proposé à la Communauté internationale la constitution d'un véritable rideau vert pour stopper les avancées du désert dans le Sahel grâce à la technique de bouturage des eucalyptus mise au point par mon pays.

Nous avons lancé aussi, avec tous les acteurs gouvernementaux, un partenariat pour les forêts du bassin du Congo. Cependant, le financement du plan de convergence sur la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale n'est pas assuré. Nous prendrons évidemment toute notre part. Mais nous avons besoin de l'aide internationale. Il est clair que l'aide à la préservation de la forêt du bassin du Congo est une des mesures les plus efficaces et les moins coûteuses pour lutter contre le réchauffement climatique. Le Président Sarkozy, lors de son voyage au Gabon, s'y est engagé. Je tiens à saluer son initiative.

Avançons sans plus attendre dans cette voie. Nous lutterons efficacement contre le réchauffement climatique et nous agirons, dans le même temps, pour protéger la biodiversité. Le bassin du Congo, est, en effet, un véritable paradis de la biodiversité. Sur plus de 225 millions d'ha, près de la moitié des espèces terrestres y vivent. Quatre mille espèces de mammifères, plus de mille espèces d'oiseaux, plus de dix mille espèces végétales. Autant de merveilles de la nature, indispensables à l'homme mais menacées par l'homme.

Le second enjeu, l'énergie propre. Pas question pour l'Afrique et pour le Congo de rester en dehors de cette révolution, qui sera au cœur de la nouvelle économie du développement durable.

Je propose à la Communauté internationale d'engager un projet mondial d'exploitation hydroélectrique du fleuve Congo. Ce grand fleuve représente 30% des réserves d'eau douce de l'Afrique. Mais 5% à peine de son potentiel de production est utilisé. Selon les plus récentes, 40.000 mégawatts pourraient être ainsi produits, soit une énergie suffisante pour alimenter l'ensemble de l'Afrique et même pour l'exportation.

Ce projet s'inscrit pleinement dans une logique de développement durable. Ainsi, avec le Président KABILA, je souhaite avancer dans la construction du pont entre Brazzaville et Kinshasa. Ce pont sera à la fois porteur d'une centrale hydroélectrique alimentant les deux capitales et un puissant vecteur de concorde et de développement économique pour nos deux pays, et au-delà, pour l'Afrique entière.

L'Afrique a aussi un potentiel gigantesque de développement de l'énergie solaire. C'est pourquoi, le Congo engagera un programme d'action prioritaire sur cinq ans dans ce domaine, parallèlement à la politique lancée d'investissements routiers. C'est, en effet, en conduisant des grands programmes d'équipement de ce type que nous créerons les conditions d'une croissance forte et durable en Afrique.

Il y a également les biocarburants. Le potentiel du bassin du Congo est, là encore, considérable. Il faut créer un modèle d'exploitation durable de la forêt, qui préserve l'environnement et contribue au développement notamment des biocarburants. Nous avons besoin pour cela du savoir-faire des pays les plus développés, particulièrement la France qui est en pointe dans ce domaine. Lançons ensemble un grand programme de recherche et de développement.

Il y a enfin les pollutions. Le Congo est un pays producteur de pétrole. L'extraction pétrolière se fait sur la base des règles environnementales exigeantes. Mon gouvernement ne cessera de se montrer vigilant sur le respect strict de ces règles.

## **Mesdames et Messieurs,**

L'humanité est à la croisée des chemins. Elle peut s'enfoncer dans l'aveuglement, l'égoïsme, l'irresponsabilité face au défi climatique. Elle prendra alors le risque d'aller à sa perte. Elle peut aussi s'unir pour inventer une nouvelle croissance, celle du développement durable. Une croissance fondée sur une nouvelle révolution industrielle faite de nouveaux progrès et d'un équilibre plus juste.

A ce titre, comme l'a si bien dit le Secrétaire général des Nations Unies, l'échec est interdit à la conférence de Bali. Le pays le plus puissant du monde, les Etats-Unis, les géants de demain comme la Chine ou l'Inde doivent montrer l'exemple. Il faut une communauté internationale unie derrière les objectifs de « l'après Kyoto ».

Le message que j'ai voulu vous porter aujourd'hui, c'est que l'Afrique est au cœur de ce combat. Première victime du réchauffement climatique, elle engage sa responsabilité, alors toute sa responsabilité dans cette mobilisation mondiale.

Berceau de l'humanité, la détermination de l'Afrique, au regard de ses ressources naturelles exceptionnelles et à travers ses hommes, est une des réponses au défi mondial de l'environnement.

Tel est le message que j'ai voulu vous porter aujourd'hui.

Je vous remercie.